



PLAN NATIONAL DE SURVEILLANCE
DE LA QUALITE DE L'AIR AMBIANT
(PNSQA)
2016-2021

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
ENJEUX	5
1. Relever De nouveaux défis techniques	5
2. Répondre aux attentes sociétales	5
LES 7 OBJECTIFS DU PNSQA.....	6
1 - Structurer le dispositif national pour répondre aux besoins d'observation.....	6
2 – Orienter la surveillance au service de l'action	7
3 - Organiser la communication pour faciliter l'action	8
4 - inscrire Le PNSQA à l'interface de plusieurs politiques gouvernementales	9
5 – utiliser le potentiel des outils numériques.....	10
6 – Structurer une démarche prospective collaborative	10
7 –Consolider le modèle de financement du dispositif de surveillance.....	11
LES ACTIONS DU PNSQA.....	12
AXE A : ADAPTER LE DISPOSITIF DE SURVEILLANCE AUX ENJEUX.....	12
AXE B : ACCOMPAGNER LES ACTEURS DANS L'ACTION EN FAVEUR DE LA QUALITE DE L'AIR.....	13
AXE C : ORGANISER LA COMMUNICATION POUR FACILITER L'ACTION.....	13
AXE D : SE DONNER LES MOYENS D'ANTICIPATION.....	14
AXE E : ASSURER LA REUSSITE DU PNSQA	14

PREAMBULE

Ce premier Plan National de Surveillance de la Qualité de l'Air (PNSQA) répond à un besoin convergent du Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer (MEEM) et de ses services déconcentrés (DREAL), des Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'air (AASQA) fédérées par ATMO France, et du Laboratoire Central de Surveillance de la Qualité de l'Air (LCSQA) travaillant au cœur du système national de surveillance de la qualité de l'air.

Ces acteurs se sont engagés dans la co-construction de ce plan avec notamment la tenue de plusieurs ateliers qui ont permis de recueillir les besoins d'évolution du dispositif à partir des diagnostics et enjeux perçus par eux en ce qui concerne le dispositif dans ses composantes scientifiques, techniques, organisationnelles, réglementaires, économiques et sociales.

Le PNSQA vise de façon générale à revisiter et articuler aux plans national et régional les quatre grandes missions d'un dispositif de surveillance de la qualité de l'air :

- L'observation productrice dans la durée de données publiques de qualité ;
- L'évaluation des politiques au regard des impacts sur la qualité de l'air ;
- L'information et la communication ;
- L'amélioration des connaissances.

Ce PNSQA identifie les enjeux majeurs, définit des objectifs à atteindre et retient cinq grands axes constituant un cadre d'orientations partagées pour la politique nationale et les programmes régionaux de surveillance de la qualité de l'air pour la période 2016-2021. Ses orientations seront concrétisées sous différentes formes au niveau national ou régional, notamment à travers : les plans régionaux de surveillance de la qualité de l'air (PRSQA) adoptés par les AASQA pour une période de 5 ans, conformément aux dispositions de l'arrêté du 21 octobre 2010 relatif aux modalités de surveillance de la qualité de l'air et à l'information du public, après validation par le MEEM (sur proposition des DREAL), le contrat de performances du LCSQA, l'orientation des études et travaux de recherche, le développement des systèmes d'information, la publication de guides méthodologiques partagés, des révisions réglementaires et normatives, des conventions ou partenariats, des initiatives locales, etc. Sa mise en œuvre fera l'objet de fiches actions et d'un suivi régulier. La déclinaison territoriale du PNSQA tiendra compte de la nouvelle carte des régions. Ainsi, pour les AASQA concernées par la fusion des régions, un seul PRSQA par nouvelle région devra être adopté.

Les équipes nationales (MEEM, LCSQA, Fédération ATMO France) et régionales (AASQA, DREAL) ont travaillé ensemble à la conception du plan et à ses objectifs afin de pouvoir offrir un service harmonisé et complémentaire aux différents acteurs, avec un souci d'optimisation et de mutualisation des moyens.

ENJEUX

Le dispositif national de surveillance de la qualité de l'air doit *a minima* respecter les exigences européennes. En outre, les acteurs de la surveillance de la qualité de l'air ont recensé **deux grands enjeux** en réponse d'une part à des évolutions rapides de leur environnement professionnel et d'autre part à une attente grandissante des parties prenantes économiques, sociales et environnementales à l'égard du dispositif d'observation et d'aide à la décision.

1. RELEVER DE NOUVEAUX DEFIS TECHNIQUES

- Introduction de nouveaux moyens de mesurage pour améliorer les connaissances sur les enjeux prioritaires (miniaturisation, spéciation des particules, systèmes autonomes, polluants émergents comme par exemple les phytosanitaires ou les nanoparticules) ;
- Nouvelles possibilités offertes par le développement rapide de la modélisation ;
- Organisation des systèmes d'information et des plates-formes numériques ouvertes ;
- Des plans et programmes nationaux et locaux ambitieux à évaluer (diversification des indicateurs, transversalité climat-air-énergie).

2. REpondre AUX ATTENTES SOCIETALES

- Urgence réglementaire en réponse aux contentieux européens ;
- Prise de conscience sociétale de l'enjeu sanitaire majeur sans seuil qui impacte l'ensemble de la population et, plus fortement les populations sensibles ;
- Des citoyens qui veulent interagir avec le système de surveillance et d'évaluation ;
- De nouveaux acteurs à intégrer dans la réflexion (monde agricole, énergie, innovation, etc.) ;

Une organisation des compétences publiques en pleine mutation avec la prise en compte au plan décentralisé dans les politiques publiques des collectivités de l'air, de l'énergie et la maîtrise des émissions de GES.

LES 7 OBJECTIFS DU PNSQA

1 - STRUCTURER LE DISPOSITIF NATIONAL POUR REpondre AUX BESOINS D'OBSERVATION

Dans les 20 dernières années, plusieurs paramètres concernant la qualité de l'air ont évolué, conditionnant de fait le dispositif de surveillance, notamment les niveaux de concentrations de polluants de l'air observés, la structure des émissions à l'origine des problèmes rencontrés, et les contraintes réglementaires. Le dispositif doit offrir les possibilités suivantes :

REpondre AUX PRIORITES REGLEMENTAIRES

Si la situation s'est améliorée pour nombre de polluants (CO, benzène et SO₂), des dépassements sont toujours observés pour les particules et les oxydes d'azote. Une intensification des efforts porte donc sur la surveillance des particules et leurs précurseurs ainsi que les éléments azotés, et une diminution de surveillance est possible sur d'autres paramètres.

Une attention soutenue sera apportée à la surveillance des zones les plus polluées, au fur et à mesure que les problèmes de fond disparaîtront sur les polluants classiques. Le dispositif de surveillance doit donc s'adapter en conservant un niveau de surveillance allégé pour les polluants ayant déjà régressé pour redéployer des moyens sur les problèmes en cours ou émergents. En particulier, il sera nécessaire de redéployer des moyens sur les points « chauds » qui resteront en surémissions, avec des risques plus importants de dépassements de standards d'exposition de la population ou des milieux naturels (proximité au trafic ou à des établissements fixes émetteurs, etc.), dans le respect des exigences minimales européennes.

Il sera proposé au niveau européen une réforme des zones administratives de surveillance (ZAS) afin de mieux tenir compte des zones les plus polluées.

AMELIORER LA CONNAISSANCE DES EMISSIONS

Les inventaires d'émissions sont devenus des outils à part entière de la surveillance afin d'alimenter :

- Les modélisations numériques de la qualité de l'air (prévisions et études dont prospectives) ;
- Les études de planification réglementaire (SRCAE intégrés prochainement dans les schémas régionaux créés par la loi NOTRE (SRADDET), PPA, PDU, SCOT, PCET et futurs PCEAT, etc.) ;
- Les Observatoires régionaux Climat Energie.

L'objectif est d'aboutir à un outil national harmonisé intégrant les inventaires régionaux, qui concernent d'ores-et-déjà les polluants atmosphériques devant être répertoriés pour les différentes politiques publiques (y compris climat) sous un système d'assurance qualité permettant d'en tracer la fiabilité. Des travaux particuliers seront engagés sur la vérification des inventaires (et notamment les facteurs d'émission) dans le sens des méthodes reconnues dans les instances de l'ONU afin de garantir l'effectivité des évolutions rapportées.

INTENSIFIER LE RECOURS A LA MODELISATION

Grâce au travail accompli par les différents acteurs de la surveillance atmosphérique et l'accès possible à des outils numériques de plus en plus performants, la modélisation s'est intensifiée dans les dernières années avec une amélioration de la fiabilité et de la précision. L'objectif est de consolider :

- Le système de prévision aux différentes échelles permettant de prévenir les épisodes pollués à l'horizon de 48h, voire 72h, qualifié avec un indice de confiance ;
- Les méthodes prospectives permettant d'accompagner les plans d'actions à court, moyen et long terme.

Ces outils seront accompagnés d'un système d'assurance qualité permettant d'en caractériser la fiabilité.

STRUCTURER LES OBSERVATOIRES DE DEMAIN

Plusieurs thèmes ayant fait l'objet de travaux exploratoires dans plusieurs régions méritent d'être organisés à plus grande échelle. Une démarche est proposée sur 3 thèmes : pesticides, pollens, odeurs. L'expérimentation du suivi d'autres polluants d'intérêt comme les particules ultrafines est par ailleurs à poursuivre dans une démarche d'anticipation à d'éventuelles réglementations à venir en tenant compte notamment des recommandations de l'ANSES sur ce sujet.

2 – ORIENTER LA SURVEILLANCE AU SERVICE DE L'ACTION

Il convient d'accompagner la planification thématique ayant un impact sur l'air (SRCAE - SRADDET, PPA, PDU, SCOT, PLU, PCET prochainement PCAET). Cette mission du dispositif d'évaluation demande d'une part un ancrage régional et local fort assuré par les AASQA et les DREAL qui évoluera en lien avec la réforme territoriale et les nouvelles compétences des collectivités et d'autre part, un travail méthodologique avec le niveau national, afin d'assurer une cohérence des systèmes d'observation.

Cette tendance va fortement croître comme une mission centrale du dispositif afin de :

- Structurer les méthodologies d'évaluation prospectives des plans ;
- Mettre en place les tableaux d'indicateurs pour le suivi de l'efficacité pour les décideurs des plans d'actions et contribuer au rapportage ;
- Mettre en place de manière opérationnelle les outils d'accompagnement aux différentes échelles de territoire.

FACILITER UNE APPROCHE INTEGREE CLIMAT-AIR-ENERGIE

De nombreuses actions ayant un impact sur la qualité de l'air sont étroitement liées à la **transition énergétique**. Il faudra donc veiller à assurer une intégration des évaluations « air » avec celles de l'énergie et du climat, afin de faciliter l'instruction et l'évaluation des SRCAE et PCAET.

RENFORCER LA PRISE EN COMPTE DU LIEN ENTRE QUALITE DE L'AIR, URBANISME ET MOBILITE

Concernant les points chauds, l'atténuation des problèmes d'exposition du territoire passe entre autres par des plans d'aménagement, notamment en matière d'**urbanisme et de transports**, les zones de fortes densités de population étant particulièrement visées. Il est donc essentiel de travailler à la mise en place des outils d'appui aux décideurs sur ces questions et les mettre à disposition de l'ensemble des acteurs concernés dans la période (notamment les responsables de l'aménagement du territoire).

MIEUX TRACER L'ORIGINE DES POLLUTIONS NOTAMMENT LORS DES EPISODES DE POLLUTION

Les phénomènes de pollution sont complexes, notamment pour les polluants générés par transformation chimique ou par transports à longue distance. Ainsi les zones impactées ne sont pas toujours les territoires à l'origine des précurseurs provoquant la survenue sur un territoire de problèmes sanitaires. Il est donc essentiel de déterminer les territoires à l'origine des émissions, afin d'être les plus pertinents possibles sur les périmètres territoriaux des plans et les types d'émissions à réduire en priorité. Le dispositif de surveillance structurera et développera ses capacités d'analyse sur **l'origine des polluants**, particulièrement concernant les particules.

ORGANISER L'INTERVENTION DU DISPOSITIF POUR EVALUER LA QUALITE DE L'AIR SUITE A DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Les membres du dispositif, au niveau national comme régional, sont régulièrement sollicités en cas de d'accidents voire d'incidents (notamment odeurs et particules). Les sollicitations concernent les capacités d'intervention techniques, et de communication au moment de la crise et la post-crise. Le rôle du dispositif est à clarifier et à organiser au cours du PNSQA, en s'appuyant sur le retour d'expérimentations en cours dans 3 régions (Normandie, PACA et Rhône Alpes - Auvergne). Le rôle des plates-formes de veille, les capacités de mesures et de communication, les sources de financement méritent notamment d'être travaillées.

3 - ORGANISER LA COMMUNICATION POUR FACILITER L'ACTION

La communication sur l'efficacité des actions est un enjeu essentiel pour faciliter la mise en œuvre d'actions efficaces par les décideurs, les acteurs économiques et les citoyens. Elle doit être conçue afin de toucher les cibles identifiées et accompagner les plans d'actions. Cette communication aura 3 objectifs principaux :

RENDRE PLUS ACCESSIBLE L'INFORMATION SUR LA QUALITE DE L'AIR

- Renforcer la mutualisation et l'harmonisation de la communication entre acteurs pour donner une vision simple et cohérente des diagnostics dans les médias (journée de la qualité de l'air, portail web, info TV, bilans communs) ;
- Elaborer des éléments de langage sur les nouveaux enjeux et thématiques émergentes (approche intégrée climat-air-énergie, agriculture et QA, pollutions émergentes, points noirs environnementaux, exposition individuelle, différents types de motorisation et QA, chauffage et QA, etc.) ;
- Sensibiliser et former de nouveaux relais d'opinion (professionnels de santé, élus, acteurs économiques, etc.).

DONNER AU CITOYEN LES CLES DE L'ACTION

- Accompagner les mesures d'amélioration de la qualité de l'air, expliciter les enjeux, inciter au changement en exposant les problématiques et les voies d'amélioration, inscrire l'information sur la qualité de l'air dans l'ère numérique (services sur smartphones, réseaux sociaux, *etc.*) ;
- Promouvoir une communication permettant une participation citoyenne (développement de plateforme de signalements, contribution à la surveillance par le numérique).

S'INSCRIRE DANS UNE DEMARCHE EVOLUTIVE

- Sonder régulièrement l'opinion pour percevoir les évolutions de comportements ;
- Collaborer plus activement avec universitaires spécialisés en sciences humaines et sociales.

4 - INSCRIRE LE PNSQA A L'INTERFACE DE PLUSIEURS POLITIQUES GOUVERNEMENTALES

Le PNSQA est à l'interface entre la mise en œuvre et l'évaluation de plusieurs politiques publiques en évolution permanente (santé, environnement, différents plans nationaux sectoriels, travaux européens, *etc.*). Ces différents plans sont fortement conditionnés par les politiques relatives à l'énergie, au climat, à l'aménagement du territoire, et aux contraintes économiques.

A ce titre, le PNSQA doit prendre en compte notamment la nouvelle loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte et les différentes réglementations sur les transports et la biomasse, mais également le PNSE ou la loi Santé pour la prise en compte des impacts sanitaires et de la veille sur les polluants émergents, ainsi que les autres politiques gouvernementales, dont les feuilles de route des conférences environnementales. Le rôle du dispositif sera donc de rester très ouvert sur les différentes collaborations qui pourront s'avérer nécessaires.

DECLINER LES ACTIONS RELATIVES A LA QUALITE DE L'AIR DU PNSE ET AUTRES POLITIQUES LIEES A LA SANTE ENVIRONNEMENTALE

11 actions du PNSE3 concernent la qualité de l'air. Les PRSQA pourront contribuer à la déclinaison de ces actions en tenant compte des moyens disponibles, des autres actions engagées et des spécificités régionales.

ARTICULER LES DONNEES SUR L'AIR, L'ENERGIE ET LE CLIMAT

Les outils d'évaluation relatifs à l'air, l'énergie et le climat doivent pouvoir dialoguer.

S'INSERER DANS LES TRAVAUX EUROPEENS

Les programmes européens offrent de nombreuses possibilités de partenariats soit entre régions pour la coopération et l'échange de pratiques, soit sur des programmes d'innovation technique ou sociale. Les acteurs du dispositif s'organiseront pour intensifier ces collaborations.

VALORISER L'EXPERTISE FRANÇAISE A L'INTERNATIONAL

Les experts français, publics comme privés, sont souvent recherchés pour des coopérations avec les pays étrangers. Une meilleure collaboration public-privé est à développer, dans un but de favoriser l'exportation de l'expertise française.

5 – UTILISER LE POTENTIEL DES OUTILS NUMERIQUES

L'évolution rapide des outils numériques représente une opportunité, non seulement pour la transformation rapide des observatoires de données et le rôle joué par les données, dans l'ingénierie territoriale, mais également pour les modifications de comportements sociaux de demain. Ce mouvement numérique sera également à l'œuvre pour le dispositif de surveillance de l'air.

DEPLOYER LE SIQA (SYSTEME D'INFORMATION SUR LA QUALITE DE L'AIR)

L'accès rapide aux données demandées par les citoyens nécessite la réforme du système de bancarisation des données, de mise à disposition et d'échange avec la Commission européenne des données du dispositif national. Le SIQA (Système d'Information national sur la Qualité de l'Air) à développer comprend un volet national réglementaire (directives européennes air et engagements français assuré par Géod'air) et un volet régional (INSPIRE, opendata, ingénierie territoriale). En plus des données météorologiques actuelles, sont à considérer également les cartes, les cadastres d'émissions, les résultats de prévision et de scénarisation par modélisation ainsi que les indicateurs nécessaires aux différents acteurs et à l'information du citoyen. Le chantier organisationnel et technique est donc important et nécessite de soutenir cet investissement. Son développement sera encadré par le COPIL GEODAIR/PASS.

ENCOURAGER LA PARTICIPATION DES CITOYENS AUX OBSERVATOIRES

Les nouveaux outils numériques permettent de nombreuses manières de recueillir de la donnée, y compris sur la qualité de l'air (transmission GSM), de faire participer le citoyen ou des collectivités aux outils d'observation (géolocalisation, smartphone, etc.). Ces nouveaux outils seront progressivement dans le dispositif de surveillance.

DEVELOPPER LE TRAVAIL COLLABORATIF NUMERIQUE

Le développement d'outils de travail collaboratifs (par visio-conférences, plate-forme collaborative ...) sera accentué pour renforcer l'efficacité des travaux collectifs en facilitant les échanges, en permettant des participations à distance, en favorisant la capitalisation, etc.

6 – STRUCTURER UNE DEMARCHE PROSPECTIVE COLLABORATIVE

Collaborer à la mise en place des thèmes de travail dans les grands programmes nationaux de recherche (PRIMEQUAL, CORTEA, ACTAIR, etc.), afin de mutualiser les besoins régionaux et pouvoir anticiper les besoins des territoires sur les grands thèmes de demain.

ANTICIPER LES PROBLEMES EMERGENTS

Les acteurs du dispositif s'organiseront pour rester prospectifs sur les polluants pour lesquels des alertes sont données au niveau européen, national, ou local, en lien avec les travaux confiés à l'ANSES. L'analyse scientifique le plus tôt possible est un gage de meilleure prise en compte des véritables problèmes et de la mise en place de méthodes scientifiques fiables et objectives.

CONTRIBUER AUX REFLEXIONS SUR LA REVISION DES TEXTES EUROPEENS

Le dispositif français dispose d'une expertise de haut niveau dans le domaine de la qualité de l'air et il pourra être force de proposition lors de la révision des textes communautaires.

7 –CONSOLIDER LE MODELE DE FINANCEMENT DU DIPOSITIF DE SURVEILLANCE

ACCOMPAGNER LA REFORME TERRITORIALE

Le dispositif de surveillance, avec sa composante nationale et ses composantes régionales, est un outil d'aide décisionnelle et d'appui scientifique très précieux. L'implantation territoriale forte des AASQA est à conserver et à valoriser pour la concertation entre acteurs locaux. La déclinaison territoriale du PNSQA tiendra compte de la nouvelle carte régionale, en ne proposant qu'un seul plan par région administrative au sens de la loi du 16 janvier 2015. Elle visera également à l'intégration, dans les AASQA, de l'ensemble des acteurs régionaux concernés par les enjeux atmosphériques (notamment pour les nouvelles thématiques : pesticides, nuisances, pollens, etc.).

REFORMER LES STRUCTURES DE COUTS ET OPTIMISER LE SYSTEME D'ENSEMBLE

L'optimisation du réseau métrologique doit permettre un redéploiement de moyens sur d'autres volets du plan. Il est également prévu de mettre en œuvre une comptabilité analytique dans les PRSQA afin de suivre les structures de coûts à 3 ans.

CONSERVER UN FINANCEMENT MULTIPARTITE AVEC UNE REPARTITION EQUILIBREE ENTRE LES ACTEURS

Avec l'évolution des sources et substances surveillées, l'arrivée de nouveaux acteurs dans le dispositif, les réformes territoriales, le système de financement de la surveillance doit rester fiable, neutre et transparent avec une optimisation des moyens.

PREPARER LES METIERS DE LA SURVEILLANCE DEMAIN

Quelques grandes orientations de formations sont à prévoir pour les acteurs du dispositif afin d'adapter aussi les profils de poste aux mutations en cours : métrologie plus spécialisée, média et communication, numérique et web, ingénierie des données etc.

LES ACTIONS DU PNSQA

Pour atteindre ses objectifs, le PNSQA propose un cadre d'orientations partagées selon **5 axes** couvrant les missions d'un dispositif de surveillance de la qualité de l'air (observation, évaluation, communication, anticipation). Les actions retenues feront l'objet d'une fiche projet détaillée avec indicateurs de suivi, coût et financement de l'action, méthode de travail etc.

AXE A : ADAPTER LE DISPOSITIF DE SURVEILLANCE AUX ENJEUX

- | | |
|-------------|--|
| action n°1 | Recenser les pistes d'optimisation d'une surveillance harmonisée sur l'ensemble du territoire, focalisée sur les zones de vigilance |
| action n°2 | Définir la stratégie nationale de surveillance par la mesure du dispositif français et la décliner dans les territoires |
| action n°3 | Consolider les méthodologies et pérenniser les sources de données nécessaires à l'élaboration des Inventaires Territoriaux |
| action n°4 | Garantir la cohérence entre l'INS et les IRS |
| action n°5 | Elaborer des référentiels méthodologiques et assurer à tous les territoires une couverture par la modélisation permettant notamment des prévisions à l'horizon de 48h, voire 72 heures qualifiées par un indice de confiance |
| action n°6 | Renforcer et fiabiliser les outils et méthodes mis à la disposition des AASQA par le LCSQA, pour la réalisation de leurs missions |
| action n°7 | Accompagner les AASQA dans la mise en place d'un Système de Management Qualité pour la mesure, la modélisation et la réalisation des inventaires |
| action n°8 | Harmoniser les modalités de surveillance des pesticides dans l'air |
| action n°9 | Elaborer et mettre en œuvre la surveillance allergo-pollinique en France |
| action n°10 | Développer des protocoles harmonisés du suivi des nuisances olfactives |
| action n°11 | Définir la stratégie du Système d'Information sur la qualité de l'air (SIQA) pour mi 2016 et assurer son déploiement au niveau national et local |

AXE B : ACCOMPAGNER LES ACTEURS DANS L'ACTION EN FAVEUR DE LA QUALITE DE L'AIR

- action n°12 Renforcer et harmoniser les travaux méthodologiques relatifs à l'évaluation des plans
- action n°13 Fournir des éléments cohérents et harmonisés pour les porter à connaissance à disposition des acteurs
- action n°14 Améliorer les outils actuels de spatialisation
- action n°15 Structurer les programmes MERA (observatoire national de Mesure et d'Evaluation en zone Rurale de la pollution Atmosphérique à longue distance - composante française du programme européen EMEP) et CARA (Caractérisation chimique des particules)
- action n°16 Organiser un dispositif de gestion des situations post accidentelles sur tout le territoire national

AXE C : ORGANISER LA COMMUNICATION POUR FACILITER L'ACTION

- action n°17 Contribuer à l'événement collectif national annuel autour de la qualité de l'air
- action n°18 Partager un portail d'information internet sur l'air et inscrire l'information sur la qualité de l'air dans l'ère numérique et digitale
- action n°19 Promouvoir une information quotidienne télévisée grâce à un indice ATMO rénové
- action n°20 Définir des référentiels communs de présentation de l'état de la qualité de l'air
- action n°21 Sensibiliser de nouveaux relais d'opinion
- action n°22 Communiquer pendant les épisodes de pollution
- action n°23 Communiquer pour accompagner la mise en œuvre des plans d'action
- action n°24 Promouvoir des actions de participation citoyenne
- action n°25 S'inscrire dans une démarche de communication évolutive tenant compte notamment de la perception des parties prenantes et des thématiques émergentes

AXE D : SE DONNER LES MOYENS D'ANTICIPATION

- action n°26 Organiser la prise en compte des enjeux émergents et des nouvelles technologies
- action n°27 Eprouver les nouveaux outils et démarches innovantes dans le cadre de la surveillance de la qualité de l'air
- action n°28 Valoriser et orienter la recherche
- action n°29 Partager l'expertise publique avec le secteur privé
- action n°30 Valoriser l'expertise française

AXE E : ASSURER LA REUSSITE DU PNSQA

- action n°31 Adopter des PRSQA compatibles avec le PNSQA et définir un cadre commun pour le suivi annuel des activités régionales
- action n°32 Renforcer le suivi budgétaire, et l'analyse des coûts du dispositif
- action n°33 Favoriser la pérennisation et la diversification des ressources financières tout en recherchant et mettant en œuvre toutes les pistes d'optimisation économique
- action n°34 Mettre en place une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences
- action n°35 Renforcer la mutualisation des moyens
- action n°36 Clarifier le rôle des acteurs et adapter la comitologie du dispositif national de surveillance